

**L'intervention publique dans l'agriculture.
Atout ou contrainte pour l'amélioration de la sécurité alimentaire ?
Exemple du préfinancement de la culture de pomme de terre « arrière saison »
dans la wilaya de Laghouat.**

OUBRAHAM Farid

Département d'Agronomie- Université Ammar Telidji – Laghouat

Faridoubrahim@yahoo.fr

Résumé

La problématique de la sécurité alimentaire du pays demeure une question récurrente même si celle-ci a toujours été assurée. Récurrente en effet, parce que d'une part la couverture des besoins alimentaires n'est toujours pas assurée par la production nationale et d'autre part, parce que toutes les politiques agricoles initiées par les pouvoirs publics, et qui ont pour finalité l'amélioration de la sécurité alimentaire, ont montré leurs limites. Ainsi, le recours aux marchés mondiaux est apparu comme la seule alternative pour satisfaire les besoins alimentaires d'une population en constante croissance.

Cependant, la crise alimentaire mondiale survenue durant la période 2007/2008 et qui a secoué de nombreux pays, repose le problème de la question alimentaire sous un angle nouveau, exigeant de ce fait un regard nouveau, un diagnostic plus approfondi et des actions beaucoup plus adaptées. Cette crise qui s'est caractérisée par la contraction de l'offre alimentaire et la rigidité de la demande (voire de son augmentation) a mis en évidence la vulnérabilité de l'Algérie en matière de couverture des besoins alimentaires de base par la production nationale. Cette crise a mis également en évidence le poids financier insupportable des importations dont le coût est passé de 3 milliards de dollars en 2003 à plus de 8 milliards de dollars en 2008. Pour la première fois depuis l'indépendance, la recherche de la souveraineté alimentaire est considérée comme « un objectif stratégique pour la nation » (Chehat, 2011).

Or, Malgré les différentes interventions publiques, initiées au profit du secteur agricole, l'on n'arrive toujours pas à inverser la tendance ou tout au moins la limiter. Certains auteurs expliquent cette situation par des facteurs climatiques comme les sécheresses récurrentes, la croissance démographique, et la mondialisation, ce qui est en partie vrai, mais il reste que ces facteurs n'expliquent pas tout. D'autres facteurs ont aussi joué un rôle déterminant. Il s'agit des déficits de politiques, de la faiblesse des institutions et de l'absence d'une bonne gouvernance et

de formation (renforcement des capacités des acteurs). Nombreux sont les auteurs qui soulignent que les politiques agricoles successives menées pendant plusieurs années (même si elles ont apporté des progrès certains), n'ont pas pu ou su aborder le développement agricole dans sa globalité, et n'ont pas pris en compte divers aspects tels l'environnement, la durabilité du développement, l'implication effective des principaux concernés et une gestion efficace de la ressource eau. Abondant dans le même sens, et comme le soutiennent les théories institutionnalistes, Boukella (2008) fait remarquer qu'une politique agricole, même finement élaborée, ne peut aboutir aux résultats escomptés sans une administration forte capable de la mettre en œuvre de façon efficace.

Les opérations volontaristes et dirigistes de l'intervention publique ont été les principales caractéristiques de ces politiques et qui ont de plus conduit à des choix qui n'ont pas toujours été compatibles avec les aspirations des communautés locales.

En d'autres termes la disponibilité et l'allocation de ressources financières à toujours été posée comme un préalable au développement agricole alors que l'examen de l'histoire économique du pays a montré que ce qui a le plus fait défaut c'est bien la faible et/ou l'absence de l'implication des populations dans la planification des projets locaux ainsi que la faible capacité des institutions à promouvoir et à prendre en charge le développement à l'échelon local. L'échec auquel a abouti le Programme de Mise En Valeur des terres par la Concession dans la wilaya de Laghouat constitue un parfait exemple.

La présente communication, qui adopte une approche différente, est plutôt axée sur les rôles joués par les acteurs des programmes eux-mêmes. Elle se propose ainsi, d'évaluer l'opération de préfinancement de la culture de pomme de terre réalisée dans la wilaya de Laghouat en juillet 2009. Cette évaluation tend à mettre en évidence d'une part, le rôle qu'ont joué les pouvoirs publics en se positionnant en amont pour soutenir la filière pomme de terre par

Le biais du crédit *R'fig* et de l'outil *Syrpalac* pour réguler le marché, et de l'autre le rôle qu'ont joué les agriculteurs, en aval, ayant adhéré au projet de préfinancement, et qui consiste à produire la pomme de terre conformément aux dispositions contractuelles. Cette étude de cas, met en évidence un certain nombre d'insuffisances et de faiblesses liées à l'intervention des pouvoirs publics, notamment en matière de centralisation de la gestion du secteur et plus précisément des soutiens. Outre les contraintes au développement de l'agriculture citées précédemment et qui expliquent, en partie, l'absence de performance de l'agriculture, ces

insuffisances, pensons-nous, expliqueraient l'essentiel des échecs successifs enregistrés par le passé. Le déficit de gouvernance et la faiblesse des institutions ont empêché l'émergence de la culture de l'évaluation. A titre d'exemple, Boukella (2008) souligne que l'exécution du PNDAR a révélé qu'un hiatus entre l'importance des ressources financières dégagées par l'Etat et leurs performances en termes de résultats, indiquent l'existence d'un problème lié à la qualité de la gouvernance au niveau de l'administration agricole.

En effet, outre le problème de gouvernance dans les politiques agricoles, l'une des principales insuffisances est certainement l'absence totale d'évaluation avant, pendant et après la réalisation d'un quelconque projet ou programme de développement. La seule évaluation pratiquée étant celle ayant trait aux crédits consentis et consommés. Les indicateurs comme l'équité, l'efficacité et l'efficacités ont toujours été évacués des priorités.

Mots clés : *Climat - Intervention Publique – Syrpalac – Acteur – Sécurité alimentaire – Evaluation.*